

SOUTIEN AUX INCULPE.ES DU 08/12/2020

Les 7 personnes arrêtées partout en France le 8 décembre 2020 passent en procès ce mois d'octobre 2023 à Paris sous le chef d'accusation d'Association de Malfaiteurs Terroriste (AMT) « d'ultragauche ».

Les faits reprochés par le parquet antiterroriste (PNAT) vont du refus de remettre des codes de chiffrement de matériel informatique lors des interrogatoires, à la détention d'armes de catégorie C ou B dont 4 d'entre elles sont non déclarées, du transport et la détention d'éléments ou de substances entrant dans la composition d'explosifs, de la fabrication d'explosifs et de vol en réunion. Ces faits seraient donc tous liés à une entreprise terroriste alors qu'aucun projet d'attaque n'a été établi à l'issue de 2 ans d'instruction, mais où le profil, l'appartenance politique supposée et le mode vie des protagonistes suffiraient à corroborer l'idée d'un projet terroriste d'après les notes blanches de la DGSJ. La qualification criminelle n'a pas été retenue à la fin de l'instruction.

Grâce à l'outil antiterroriste l'Etat a champ libre pour exercer la répression sous ses formes les plus complexes et terrifiantes contre les mis.es en examen tout en se gargarisant d'agir pour le bien commun : surveillance, pressions, enfermement, humiliation, isolement, contrôle... entraînant des conséquences non négligeables pour toutes celles et ceux qui les vivent. Depuis Darmanin et la DGSJ prétendent avoir déjoué des attentats « d'ultragauche » en décembre 2020, période où le mouvement contre la loi « sécurité globale » prenait de l'ampleur.

L'outil antiterroriste a pour ambition de faire taire toute contestation sociale, toute remise en question de l'Etat, et les idées et pratiques révolutionnaires se retrouvent donc en première ligne de ce front depuis des décennies. Si les attaques djihadistes indifférenciées de ces dernières années partout dans le monde ont profondément choqué, nous avons vu les Etats utiliser l'antiterrorisme pour renforcer le discours sécuritaire ambiant et légitimer l'autoritarisme, en France comme ailleurs. Et nous voyons ce discours se renforcer en ces temps troubles en désignant de nombreux ennemis (ultradroite, ultragauche, islam, écologistes radicaux, émeutier.es...) dans un grand fourre-tout qui nie leurs portées politiques.

Cette logique antiterroriste s'applique de la même façon en Russie ou en Biélorussie contre les militant.es anarchistes, féministes ou anti-guerre, mais aussi contre celles et ceux qui luttent pour l'émancipation et contre l'autoritarisme en Espagne, au Chili, en Birmanie, aux Philippines, en Italie, en Turquie, aux USA...

**FACE A L'OUTIL ANTITERRORISTE NE NOUS LAISSONS PAS
ATOMISER. NOUS INVITONS TOUTES LES PERSONNES QUI LE
SOUHAIENT A FAIRE RETENTIR NOTRE DETERMINATION ET NOTRE
RAGE CONTRE CE MONDE DE MERDE ET NOTRE SOLIDARITE AVEC LES
PERSONNES QUI PASSENT EN PROCES A PARIS DU 3 AU 27 OCTOBRE
2023**